

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépot légal : à parution

N°1123 du 23 juin 2012 | [www.libres.org](http://www.libres.org)  
1981-2012 | 31ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



## SOMMAIRE DU N°1123

**EDITORIAL** : Croire pour convaincre pp. 1-2

**CONJONCTURE** : Lutte contre la corruption : la France en retard pp. 3-4

**ACTUALITÉ** : Le G20 a fait la leçon à l'Europe p. 4 - Eloge de la fraude fiscale p. 5 - Un plan de lutte contre les délocalisations p. 5

**CONNAISSANCE DU LIBERALISME** : p. 6-7

**LU POUR VOUS** : livres, articles et sites p. 8

## Croire pour convaincre

« Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer ».

La fameuse devise de Guillaume d'Orange apporte toujours un réconfort moral à ceux qui sont en souffrance.

La France est en souffrance, elle n'est pas la seule. C'est le moment d'entreprendre et de persévérer.

Ce n'est pas le moment de se lamenter ni de baisser les bras. Certes, la plupart des Français se sentent impuissants, ils se comportent aujourd'hui en spectateurs critiques et désabusés, et c'est sans doute ce qui explique qu'un citoyen sur deux n'ait pas participé au vote de dimanche dernier.

Mais l'impuissance ne signifie ni la résignation ni l'aveuglement.

Je redoute l'aveuglement de la classe politique et j'observe avec effroi que les premières réactions, une fois la défaite reconnue, consistent à ouvrir en moins d'une semaine la guerre des chefs au sein de l'UMP : derrière la course pour la présidence du groupe parlementaire à l'Assemblée s'est profilé le combat pour la direction du parti avec trois protagonistes déclarés : Jean François Copé, François Fillon et Alain Juppé. Mais, encore plus impensable, il existe au moins un consensus au sein de cette formation pour se donner rendez-vous...en novembre. >>

### BULLETIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)  
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)  
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule  postale ou  électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**sefel**

**SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE**

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

## Croire pour convaincre (suite)

Ce qui veut dire que pendant les fameux 100 jours, qui seront ainsi presque 150, les socialistes n'auront en face d'eux qu'une opposition systématique, incapable d'assortir ses critiques des mesures prises par le gouvernement Ayrault de quelque proposition constructive. Devra-t-on se contenter de dire : « les socialistes nous mènent à la ruine » ? C'est d'une banalité à pleurer, puisque l'on sait que toujours et partout le socialisme a mené à la ruine. Il aurait peut-être fallu y penser avant que le PS ne prenne le pouvoir, à la belle époque chiraquienne et sarkozienne où la droite s'est complue dans le socialisme. Dans les 150 jours, notre pays aura à aborder la crise de l'euro et de l'Europe, l'aggravation de la dette publique et la sanction des marchés financiers, la croissance du chômage, les affres de la rentrée scolaire (et peut-être de la rentrée sociale) : voilà ce que sera la conjoncture. Quelle réponse l'opposition va-t-elle donner, quelles solutions crédibles va-t-elle offrir aux Français ? Je crains que ce ne soit « silence, on attend la catastrophe », je crains l'esprit de division et de haine.

Je pense donc que la classe politique a mieux à faire, et qu'elle ne doit pas se résigner. Elle doit prouver au contraire sa capacité à innover. Les erreurs socialistes doivent apparaître comme le négatif qui révèle l'image claire. Mais l'image doit exister, et être claire.

Quand je dis « la classe politique », je fais un amalgame optimiste. En fait combien allons-nous trouver de volontaires pour s'adapter à la nouvelle conjoncture ? Parmi les élus et les battus de l'UMP, voire de la

Nouvelle Démocratie Indépendante (un bien joli nom pour une formation présidée par Jean Louis Borloo), il y a sans doute quelques libéraux potentiels, et j'espère bien qu'ils ne seront pas écrasés par la défaite globale ; mais visiblement une large majorité n'a pas encore fait son aggiornamento. Un renouvellement de ceux qui prétendent nous représenter est nécessaire.

Le mal, en fait, est très profond. Voilà des années que nos politiciens ont cessé de se donner une doctrine et de s'intéresser au débat d'idées. Ils croient s'en sortir en se référant aux « valeurs de la République », véritable boîte de Pandore ; manipulée avec autant de talent et d'insistance par la gauche que par la droite.

*“ Des politiciens sans doctrine ”*

Dans la conjoncture actuelle, se référer à « l'empirisme », ou au « consensus » n'a aucune utilité et ne peut convaincre personne. On finit par sombrer dans la pensée unique et le politiquement correct.

Ce que les Français attendent, c'est une « nouvelle offre politique », comme dit Philippe Nemo. Ce n'est pas un redécoupage des partis ou un jeu de chaises musicales. C'est un corps de pensée, dominé par quelques principes simples :

liberté, responsabilité, dignité. C'est un régime politique où l'Etat est limité et subsidiaire, où les administrations publiques sont réduites aux seules fonctions régaliennes strictement définies. C'est en conséquence toute une série de réformes structurelles dont les libéraux ont non seulement établi la liste, mais démontré par expérience et logique la totale efficacité. Il ne s'agit pas de propositions utopistes, même si elles font rêver.

*“ Le souffle du credo libéral ”*

Oui, les Français ont besoin de rêver. Et ce n'est possible que si un souffle anime notre vie publique. Ce qui manque à nos grands hommes aujourd'hui, c'est la foi. Incapables de croire aux principes, naviguant à vue, proposant tout et son contraire, ils ont perdu la confiance de ce « peuple » qu'ils aiment tellement. Si maintenant ils veulent convaincre, ils doivent retrouver la foi. Le credo libéral est à leur disposition : qu'ils en retrouvent ou qu'ils en découvrent la beauté et la richesse. Et, comme je l'ai déjà dit, c'est maintenant ou jamais.

**Jacques Gareilo**

# LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : LA FRANCE EN RETARD

Une majorité chasse l'autre. Au-delà des alternances politiques, le rapport de Transparency international sur la lutte contre la corruption en Europe est sévère pour la classe politique française : la France est en retard par rapport à de nombreux pays européens. On savait déjà que nous étions mal classés quant au niveau de corruption, nous voilà aussi mal classés quant à la lutte contre la corruption. Les « maillons faibles » français sont montrés du doigt : « le Parlement, l'Exécutif, la Justice ». Parmi les réformes nécessaires, la plus importante est celle de la réduction du rôle de l'Etat, pour ne plus laisser le pot de miel à la garde de l'ours.

## La France 25° seulement

On connaît le rapport annuel de Transparency international sur la perception de la corruption : nous nous en faisons l'écho régulièrement. Il s'agit du degré de corruption dans les administrations publiques et la classe politique. Le résultat n'est pas glorieux pour notre pays, puisque dans le dernier rapport (2011) nous étions classés 25°, un grand nombre de pays d'Europe étant considérés comme moins corrompus que le nôtre (de la Suède aux Pays-Bas, de l'Allemagne au Royaume-Uni).

Certes, beaucoup de pays du Tiers-monde, souvent pays de dictatures, sont plus mal classés que nous, mais il faut comparer ce qui est comparable et, parmi les démocraties libérales, nous sommes mal placés. Faut-il s'en étonner, avec un Etat hyper centralisé, donc des décisions loin du contrôle des citoyens, et hyper-interventionniste, ce qui multiplie les risques et les tentations de corruption ? Plus l'Etat est présent dans la vie économique, plus les décisions dépendent du fait du prince, plus les tentations de corruption sont grandes.

## Indulgence pour la corruption

La France ne fait pas partie des Etats performants pour la lutte contre la corruption. C'est un rapport complémentaire que Transparency international vient de faire paraître en juin 2012.

C'est un rapport inédit, sous le titre « Argent, pouvoir et politique : les risques de corruption en Europe », destiné à comparer l'efficacité des mécanismes anti-corruption de 25 pays européens. D'une manière générale, même si l'Europe est moins touchée que d'autres continents, la situation est loin d'être parfaite. Ainsi, 75% des parlements des pays d'Europe ont des mécanismes d'intégrité insuffisants ou mal appliqués.

Le rapport note que « si aucun des 25 pays évalués ne dispose d'un système de lutte contre la corruption totalement efficace, certains se distinguent néanmoins par des garanties plus solides ». C'est le cas des pays scandinaves, mais aussi d'un second groupe comprenant entre autres l'Allemagne, la Suisse ou le Royaume-Uni. En sens inverse, on ne sera pas très surpris de trouver en queue de classement la Bulgarie et la Roumanie.

Et la France ? Le titre du communiqué de Transparency International résume bien la situation : « Lutte contre la corruption : la France en retard par rapport à plusieurs de ses voisins européens ». Ainsi « la France est le seul pays avec la Slovaquie où les déclarations de patrimoine et les déclarations d'intérêts des parlementaires ne sont pas rendues publiques ». Plus généralement « la France ne fait pas partie des deux groupes d'Etats les plus performants ».

## Parlement, Exécutif, Justice sont les maillons faibles

« Le parlement, l'exécutif et la justice sont en France les maillons faibles de la lutte contre la corruption. La France se distingue en cela des autres pays européens ». Tout en soulignant le « retard de la France » puisque « les règles de transparence encadrant la vie politique et économique française ne sont pas à la hauteur de celles en vigueur dans plusieurs pays européens », Transparency international invite le Président de la République à mettre en œuvre les engagements pris dans ce domaine « pour renforcer l'éthique de la vie publique ». Sous-entendu, ce n'est pas la première fois que l'on promet de « moraliser » la vie politique, mais on en est resté au stade des promesses ; M. Hollande voudra-t-il aller plus loin ?

« Le manque de transparence et d'intégrité dans la vie politique, de même que la défiance des citoyens à l'égard de leurs institutions, ne sont cependant pas spécifiques à la France », et 74% des Européens estiment que la corruption est un problème croissant dans leur pays. Les liens trop étroits entre « le secteur privé et la classe politique » sont pointés du doigt ainsi que « le lobbying opaque, le pantouflage, les trafics d'influence et les conflits d'intérêts », d'où de nombreux scandales. On sait ce qu'il en est pour la France. >>

## Lutte contre la corruption : la France en retard (suite)

### Le tout-Etat favorise la corruption...

Malgré ses mérites, le rapport de Transparency International atteint ses limites car il lui manque une analyse économique de la corruption. Celle-ci est un phénomène à la fois immoral et rationnel. Comme pour d'autres formes de délits, et G. Becker l'a montré, la rationalité joue un rôle évident : probabilité de pouvoir commettre des actes délictueux, de pouvoir être pris, d'être sanctionné, d'exécuter la sanction, etc.

Il y a une « offre » de crimes, de la part des gens prêts à commettre un délit, d'autant plus importante qu'ils ont peu de risques d'être découverts, arrêtés, jugés, condamnés. L'indulgence vis-à-vis des délits, les protections dont bénéficient les élus, les impunités, les amnisties, tout cela joue un rôle. Mais il y a une demande de crime, qui consiste à mettre le pot de miel le plus gros possible à la garde de l'ours.

Quand la vie économique est régulée par un système qui empêche son déroulement normal et la paralysie, quand les entreprises publiques sont légiions, quand les dépenses publiques dépassent la moitié du PIB, quand les revenus dépendent des largesses arbitraires du pouvoir, quand la moindre décision, faire construire une maison ou installer un super marché, dépend de la signature d'un élu, il y a là une véritable demande de délits de la part du pouvoir, comme dans les pays où toute décision dépend d'un bakchich.

### ...et détruit la morale la plus élémentaire

Quand l'Etat est omniprésent et que tout dépend des hommes politiques, il y a une double tentation : celle, pour des élus, de succomber à une tentative de corruption et celle, pour ceux qui vont bénéficier de la décision publique, de recourir à la corruption pour obtenir un droit que l'Etat s'est arrogé. La vraie mesure anti-corruption, au-delà des décisions légales, consiste à

réduire le périmètre de l'Etat. Si l'ours n'a plus la garde du miel, il ne sera pas tenté de le détourner à son profit.

Cette analyse écarte-t-elle la question morale ? Tous les hommes politiques ne succombent pas à la tentation et tous les citoyens ne recourent pas à la corruption, même quand ils seront pénalisés par cette honnêteté. Mais tout le monde n'a pas vocation à la sainteté. Pourquoi la morale commune s'est-elle dégradée ? Jean-Paul II avait finement observé que dans les pays communistes « les relations économiques les plus élémentaires ont été altérées, et même des vertus fondamentales dans le secteur économique, comme l'honnêteté, la confiance méritée, l'ardeur au travail, ont été méprisées » (CA § 27). Or le communisme, c'est l'étatisme généralisé. L'omniprésence de l'Etat ne détruit pas seulement l'économie, elle détruit aussi les valeurs morales. Le retour de l'éthique passe donc par le recul de l'Etat.

Jean Yves NAUDET

## Le G 20 a fait la leçon à l'Europe

*Asiatiques, Américains du Nord et du Sud, tremblent pour leur avenir. Pourquoi ?*

Un sommet de plus, un sommet sans intérêt. A Los Cabos, au bout de la Californie mexicaine, le G20 n'a pas dérogé à la tradition : aucun accord, de nombreuses passes d'armes (notamment entre Obama et Poutine) mais ni perspective nouvelle ni décision : sans doute tant mieux. Naguère, sous la présidence française, le G20 s'était illustré en prônant la relance par les stimulants budgétaires. Cette fois-ci il ne s'est rien passé, et la grande idée de la taxe Tobin a elle-même été rangée au placard.

Une exception cependant : les Européens ont subi une attaque frontale, qu'ils ont d'ailleurs mal digéré. Juan Manuel Barroso a dû

protester, en faisant remarquer que les Etats Unis n'étaient pas à l'abri d'erreurs plus grossières encore et que l'Europe a ses maillons faibles sans pour autant que la chaîne soit brisée.

Il est vrai que le futur de l'Europe est peu lisible pour ses partenaires mondiaux. Les solutions adoptées pour limiter la crise des dettes publiques et des banques espagnoles n'ont pas convaincu, et l'avenir de l'euro est très incertain. La nouvelle tension entre Paris et Berlin a de quoi surprendre et inquiéter et un François Hollande transparent n'a rassuré personne.

Par-dessus tout, les pays du BRIC craignent que la crise européenne

ne déclenche une nouvelle crise financière et monétaire mondiale. L'Europe représente 60% du commerce mondial, il est vrai réalisé pour les trois quarts à l'intérieur de l'aire européenne. Mais certaines activités sont très sensibles à la santé de l'économie européenne : entre autres énergie, transports internationaux, matières premières, électronique, automobile.

De la rencontre de Los Cabos, on ne retiendra qu'une chose importante : les dirigeants du monde entier ne veulent pas s'engager dans un cercle vicieux protectionniste, bien qu'ils soient attentifs aux accros qui se multiplient en matière de concurrence.



## Eloge de la fraude fiscale

*Guy Forget et Yannick Noah ont brillamment plaidé la cause des pauvres riches*

**D**es fraudeurs, des corrompus ? Pas du tout, des Français honnêtes, condamnés à fuir le pays qu'ils ont tant honoré par leurs exploits sur les courts de tennis. Entendus cette semaine par la Commission d'Enquête du Sénat, nos deux compères ont avancé des arguments imparables. Guy Forget a expliqué que la carrière d'un sportif de haut niveau est très courte ; il gagne beaucoup d'argent mais pendant très peu de temps. Yannick Noah paye maintenant ses impôts en France parce qu'il chante en France, où il perçoit 80% de ses revenus, alors que dans le passé c'était sur les courts du monde entier qu'il gagnait son argent. L'un et l'autre sont arbitrairement poursuivis par le fisc français pour quelques centaines de millions d'euros.

**C**es plaidoiries appellent plusieurs remarques :

1° Ces sportifs de haut niveau ont une faible culture économique : ils ne savent pas que la précaution la plus élémentaire quand on touche des gains qui sortent de l'ordinaire est de les placer, puis de vivre ensuite des revenus permanents du patrimoine ainsi constitué. Il est vrai que vivre de ses rentes est une sale habitude de bourgeois capitalistes.

2° Ils ont tout de même conscience qu'il existe des paradis fiscaux, et vivre en Suisse pour y préserver son argent n'a rien de choquant. Noah a d'ailleurs précisé qu'il ne conseille pas à son fils, actuellement basketteur aux Etats Unis, de payer ses impôts en

France. Voilà donc un authentique socialiste militant converti en ultra-libéral partisan de la concurrence fiscale.

3° Enfin, et c'est là l'essentiel, le matraquage fiscal des riches conduit aujourd'hui à distinguer les bons et les mauvais riches. La « richophobie », dénoncée par Jean Philippe Delsol et Nicolas Lecaussin (A quoi servent les riches, Lattès éd.) doit épargner les footballeurs, tennismen, chanteurs, journalistes, politiciens et autres vedettes. Elle doit être réservée aux entrepreneurs et à tous ceux qui ont créé quelque bien être pour la communauté nationale. Ceux-là sont de pauvres riches, ceux-ci sont des riches scandaleux qui se réfugient dans les paradis fiscaux eux-mêmes scandaleux. •

## Un plan de lutte contre les délocalisations

*Bercy veut renforcer la fiscalité sur les filiales étrangères de sociétés françaises*

**C'**était une promesse du candidat Hollande. C'était même la promesse de tous les candidats : lutter contre les délocalisations. Il y a à cela deux méthodes : l'une consiste à libérer les entreprises françaises de leurs chaînes fiscales, sociales, réglementaires, c'est celle que personne n'envisage sérieusement ; l'autre est de traquer et de punir.

Un grand nombre de sociétés françaises, parmi les plus puissantes et les plus performantes exercent une part importante de leur activité à l'étranger. Les industriels en particulier ont implanté des usines, et il y a trois zones d'accueil : la zone de l'Union Européenne pour laquelle la France est tenue de subir la concurrence fiscale, la zone européenne hors Union (Norvège,

Russie, Ukraine, Turquie par exemple) et la zone mondiale, en particulier américaine et asiatique.

L'avantage pour les Français est de bénéficier des conditions sociales (salaire et droit du travail) et fiscales moins rigoureuses que celles qu'ils subissent en France. Pour la fiscalité, le gouvernement va mettre un terme à ces montages. Désormais les profits, dividendes et transactions réalisés à l'étranger seront soumis à la loi fiscale française. Voilà qui remet sérieusement en cause la stratégie des groupes français consistant à expatrier une bonne partie de leur production en Chine, aux Etats Unis, au Canada, au Brésil, en Inde, etc.

Quelle sera la réaction des entreprises françaises ? On dit le

groupe PSA particulièrement concerné par la question ; de quelle défense dispose-t-il ? Ce qui est à craindre c'est l'effondrement de ces sociétés, alors que les Allemands, Japonais, Chinois et autres ne se privent pas de jouer sur le « dumping fiscal ».

**L**a classe politique ne comprend pas que pour sauver quelques milliers d'emplois en France il faut accepter de créer quelques emplois à l'étranger. Un travailleur roumain chez Dacia ne prend pas la place d'un travailleur français chez Renault, il garantit la survie de Renault en France.

Mais à Bercy comme à Matignon, peu importe de perdre de gros contribuables, l'essentiel est de punir. •

*J'essaie de rétablir ici la vérité sur le libéralisme : non le libéralisme n'est pas la loi du plus fort, non la propriété n'est pas le vol, non l'intérêt personnel n'est pas l'égoïsme, non l'inégalité n'est pas l'injustice, non la liberté de choisir ne condamne pas au matérialisme. Et la concurrence préconisée par les libéraux ? Sauvage, déloyale, imparfaite, inégale, dommageable ?*

La concurrence reçoit tous les noms d'oiseaux, qui la discréditent et expriment tous les méfaits qu'elle engendrerait. Sauvage, elle crée le chômage en cassant les prix. Déloyale elle conduit au dumping, qu'il soit fiscal, social, environnemental. Imparfaite, elle permet aux grandes entreprises de nouer des ententes et d'imposer leurs conditions sur le marché. Inégale, elle avantage les pays émergents par rapport aux pays développés. Dommageable, elle freine la croissance.

La concurrence, c'est la faute de l'autre. Les uns veulent l'abandonner, les autres la réglementer pour instaurer une concurrence saine et « praticable ». Pas de concurrence sans harmonisation.

## La concurrence pure et parfaite

Dans la théorie classique de la concurrence, un marché peut être dit concurrentiel quand il présente cinq caractéristiques : polycité (un grand nombre d'entreprises en présence), atomicité (aucune n'a une taille suffisante pour imposer ses conditions), homogénéité (tous les concurrents offrent un même produit), fluidité (l'entrée et la sortie du marché sont ouvertes), transparence (tous les prix et les coûts sont connus). L'énumération de ces exigences montre qu'il est impensable d'avoir un marché qui puisse y satisfaire.



Alfred Marshall  
1842-1924

Pourtant cette approche est celle qui inspire habituellement le droit de la concurrence et en particulier le fameux article 85 du traité de Rome, qui prohibe tout monopole, toute discrimination, toute position dominante, et toute entente ou tout cartel entre concurrents.

D'autre part, l'économiste Alfred Marshall a vulgarisé l'idée qu'un marché concurrentiel trouve par lui-même son équilibre en longue période, car les courbes de coûts des entreprises tendent à s'aligner les unes sur les autres, de sorte que l'offre serait rigoureuse-

ment égale à la demande, pour un prix unique. La concurrence serait « parfaite », on aurait la quantité optimale au juste prix.

## L'égalité entre concurrents

Evidemment, l'approche classique n'a rien à voir avec la réalité. Elle est même au départ incohérente, puisque la concurrence met en évidence la différence entre compétiteurs. Pour organiser une course à pied, doit-on s'assurer que tous les athlètes sont capables des mêmes performances ?

Pourtant, c'est ce que l'on prétend quand on exige l'égalité entre concurrents. Toutes les entreprises n'ont pas les mêmes coûts, ne subissent pas les mêmes charges fiscales et sociales : on va crier au dumping fiscal. Elles n'emploient pas les salariés aux mêmes conditions : on va crier au dumping social. Elles ne sont pas soumises aux mêmes réglementations qui limitent la pollution ou l'usage de l'énergie ou des ressources naturelles : on va crier au dumping environnemental. Elles ne passent pas leurs contrats dans la même monnaie : on va crier aux dévaluations compétitives.

Le rôle de la compétition est précisément de faire en sorte de faire apparaître ce qu'il y a de meilleur. Planifier la production, comme cela s'est fait en URSS, c'est niveler par le bas. Qui en supporte les conséquences ?

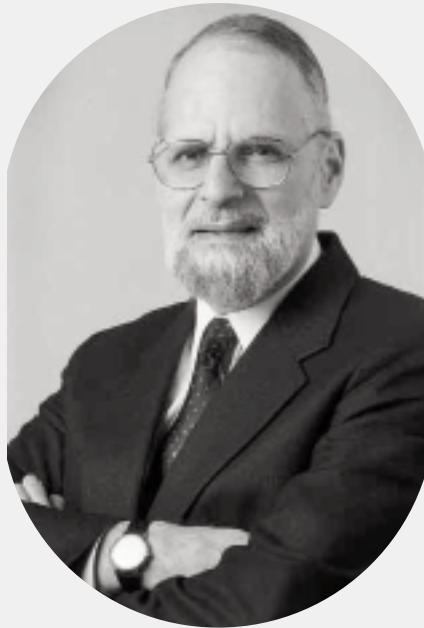
## Le libre choix des consommateurs

La première erreur a consisté à ne voir la concurrence que du côté des producteurs, alors qu'elle a pour raison d'être le meilleur service des consommateurs. Ce sont eux qui ont avantage à payer le moins cher les biens et services de la meilleure qualité. Mais les classiques étaient obnubilés par les courbes de coûts, comme si elles étaient données une fois pour toutes, et par l'équilibre, comme s'il devait s'établir durablement. En fait, le consommateur exerce une pression constante sur les producteurs, de sorte que les prix et les parts de marché se modifient sans cesse.

Sous la pression des clients, les entreprises vont chercher non seulement à s'améliorer de l'intérieur, mais aussi à faire pression sur leur environnement, et notamment sur leur gouvernement, pour obtenir les conditions d'une bonne compétitivité. Les unes vont le faire dans le sens de la protection (lutte contre les « dumpings », subventions, discriminations), les autres dans le sens de la libération (baisse de la fiscalité et des charges, stabilité monétaire, déréglementation). La mondialisation a pour effet de mettre les Etats eux-mêmes en concurrence, puisque les décisions politiques influent sans cesse sur la compétitivité.

## La concurrence, un processus de découverte

La deuxième erreur des classiques aura été de juger de la concurrence en fonction de la situation instantanée du marché. Or, la concurrence n'est pas un état stationnaire. Comme l'a magistralement démontré Israël



Israël Kirzner  
1930-

Kirzner, la concurrence est un processus de découverte. Elle permet aux entreprises d'exploiter les informations que livrent les signaux des prix et des profits. Mis en éveil par le marché, l'entrepreneur va chercher à répondre à des besoins aujourd'hui négligés ou mal satisfaits. Comme l'économie elle-même, le marché n'est pas en équilibre, il est en évolution.

L'exemple de l'innovateur est révélateur. Quand il propose une nouveauté, il détient au moins pour un temps un monopole, puisqu'il est le seul à savoir et à savoir faire. S'il rencontre l'accord des clients, il réalisera de grands profits, ce qui l'encouragera à persévérer, mais ce qui attirera aussi de nouveaux concurrents sur ce marché qui vient de s'ouvrir. Ainsi opère la concurrence. Et le processus n'a pour limites qu'un niveau élevé des coûts d'entrée (gros investissements de départ par exemple – mais ce cas

est de moins en moins important parce que l'industrie est elle-même moins importante) ou une interdiction artificielle d'entrer sur le marché. Les véritables ennemis de la concurrence sont les monopoles publics, que personne ne peut menacer. Voilà pourquoi pour de nombreuses activités il ne peut y avoir de concurrence sans privatisation préalable.

## Etre en avance d'une idée

Mais la concurrence ne va-t-elle pas « tuer la concurrence » ? La bataille engagée par les entreprises ne va-t-elle pas se solder par une disparition partielle ou totale des concurrents ? Cette objection ne tient pas compte du fait que la baisse des prix élargit sans cesse le marché, et que ce que les entreprises perdent sur leur marge, elles le récupèrent sur la quantité. De plus, et c'est ici l'argument décisif, les entrepreneurs savent bien que la meilleure stratégie consiste à être toujours à la pointe de l'innovation, à être sans cesse « en avance d'une idée ». Il ne faut pas « s'endormir sur le mol oreiller du profit » (Schumpeter), il faut faire preuve de vigilance, (l'alertness de Kirzner). Mais l'entrepreneur n'y sera incité que s'il a la promesse de garder pour lui, au moins pour un temps, le salaire de son innovation. Toute traque fiscale au profit et à la réussite dénature et détruit en effet la concurrence. En revanche, la concurrence aboutit à une véritable « harmonisation », puisque les producteurs vont peu à peu s'aligner sur les meilleurs du moment. L'harmonisation n'est pas le préalable de la concurrence, c'en est le résultat provisoire, en attendant d'autres progrès. •





Programme général de la  
**33ème Université d'Été de la Nouvelle Économie**  
26-29 Août 2012, Aix en Provence  
**Libre échange et Progrès Social**

Le programme détaillé avec le nom des intervenants sera disponible sous peu sur le site [www.summeruniv.com](http://www.summeruniv.com)

### Dimanche 26 août

18:30 | Cocktail d'accueil au Grand Hôtel du Roy René Aix en Provence  
19:30 | Dîner et discours d'ouverture.  
Pr. Jacques Garelo, Président de l'ALEPS  
Pr. Philippe Nemo : L'expression politique du libéralisme en France  
Pr. Pierre Garelo : L'incertitude des choix européens

### Lundi 27 août

8:30 | Accueil et Inscriptions  
9:00 - 10:30 | Session 1 : Le libre échange en recul  
11:00 - 12:30 | Session 2 : Le Libre Echange en accusation  
12:30 - 14:00 | Déjeuner en commun à l'Université  
14:00 - 15:30 | Séminaires optionnels : Délocalisation et emploi. US and the Free Trade : Come back to Roosevelt ? La pétition des marchands de chandelle : analyse Public Choice du protectionnisme.  
16:00 - 17:30 | Séminaires optionnels (suite) - Présentation d'ouvrages par leurs auteurs\*.

### Mardi 28 août

9:00 - 10:30 | Session 3 : Le libre échange et le pouvoir d'achat  
11:00 - 12:30 | Session 4 : Libre Echange, innovation et compétitivité  
12:30 - 14:00 | Déjeuner en commun à l'Université  
14:00 - 15:30 | Séminaires optionnels : Le dumping social, fiscal, environnemental - Prix et concurrence - Tax Cut and the Competitiveness - « Harmful Competition ».  
16:00 - 17:30 | Séminaires optionnels (suite) - Présentation d'ouvrages par leurs auteurs\*.

### Mercredi 28 août

9:00 - 10:30 | Session 5 : Libre échange et inégalités  
11:00 - 12:30 | Session 6 : Libre Echange et Humanisme  
12:30 - 14:00 | Déjeuner en commun à l'Université  
14:00 - 15:30 | Séminaires optionnels : The Free Trade and International Gaps - Les termes de l'échange - La société de confiance - Globalization and the Ethics of Capitalism.  
16:00 - 17:30 | Séminaires optionnels (suite) - Présentation d'ouvrages par leurs auteurs\*.

\*\*\* Les auteurs pressentis à ce jour sont : Florin Aftalion, Yvan Blot, Jean Philippe Delsol, Philippe Hayat, Mathieu Laine, Alain Laurent, Nicolas Lecaussin, Philippe Manière, Alain Mathieu, Philippe Nemo, Ivan Roufiol, Philippe Simonnot.

**Informations, Inscriptions sur le site [www.summeruniv.com](http://www.summeruniv.com) ou par courrier à ALEPS, B.P. 80026, 13545 Aix en Provence cedex 4**

### Le cercle Frédéric Bastiat des Landes



propose

### Le Week end des Libertés

6 - 8 juillet 2012

**A Saint Paul lès Dax – Hôtel Caliceo**  
C'est le rendez-vous de très nombreux libéraux français, organisé par **Patrick de Casanove**, Secrétaire du Cercle Frédéric Bastiat des Landes.

La plupart des associations et instituts qui se réclament de la pensée de Bastiat parrainent ce week end : ALEPS, Contribuables Associés, Liberté Chérie.

### Liberté et Responsabilité individuelle

est le thème de cette année, présenté par le philosophe Alain Laurent lors du dîner d'ouverture du 6 juillet.

Plusieurs administrateurs de l'ALEPS prendront la parole, tels Axel Arnoux, Jacques Garelo, Vincent Ginocchio et Benoîte Taffin.

Renseignements 05 58 51 18 37 ou  
[Cercle.bastiat@gmail.com](mailto:Cercle.bastiat@gmail.com)

## L'EXPRESS

### Pour une vraie rupture libérale

L'Express reprend les titres et les idées que vous lisez (avec avance) dans la Nouvelle Lettre : une preuve que l'intérêt pour le libéralisme va et ira croissant.

Dans leur article Jean Philippe Delsol et Nicolas Lecaussin écrivent en particulier «*Nicolas Sarkozy n'a pas perdu les élections à cause de sa campagne mais à cause de sa présidence. Il a échoué parce qu'il a renoncé au programme sur lequel il avait été élu.*».

Ils se réfèrent aux succès remportés par Reagan et Thatcher grâce aux réformes qu'ils ont introduites, et ils remarquent que tous les réformateurs libéraux ont été réélus triomphalement au cours des trente dernières années. Aujourd'hui le courage de David Cameron en Angleterre doit être salué. Va-t-il inspirer une nouvelle classe politique française ? Nous l'espérons tous.

*L'Express, A mots ouverts, 13 juin 2012*